

Le frère dominicain Xavier PLASSAT, coordinateur de la Commission pastorale de la Terre, lutte contre le travail esclave au Brésil depuis plusieurs années. Il est l'auteur d'un documentaire sur les « Enchaînés par les promesses » (Brésil, 2006).

Xavier PLASSAT

Le combat des Sans-Terre

Les émigrés du Nordeste

Connue comme le Bec du Perroquet (*Bico do Papagaio*) et située à plus de mille kilomètres au nord de Brasília, aux avant-postes de l'Amazonie, notre région a fait couler beaucoup d'encre, en raison de l'intensité des conflits qui, dans les années 1970-1980, opposèrent grands fermiers et petits paysans. Les petits paysans avaient émigré du *Nordeste*, à la recherche de terres où planter l'aliment quotidien de leurs familles : riz, haricot, manioc. Ils avaient déjà subi leur dose d'oppression sous la loi cynique des grands propriétaires : travaillant à défricher leurs terres pour en faire de vastes pâturages, on leur concédait le droit d'y habiter et d'y planter quelques « lignes »¹ de cultures pourvu qu'à la récolte du premier riz, ils ensemencent la terre en fourrage et se déplacent vers une nouvelle parcelle à défricher. Comme rien n'est gratuit, au moins un tiers de leur récolte allait au propriétaire. Terminée la défriche, dehors !

1. La « ligne » est une unité de mesure équivalente à un cinquième d'hectare. Une famille cultive annuellement de 3 à 10 lignes, en travail manuel.

Les voici donc sur les routes. L'époque – la fin des années 60, est celle de l'occupation de l'Amazonie. Une même fièvre unit sans-terre et aventuriers dans un mouvement stimulé par la construction d'une route liant la nouvelle capitale fédérale, Brasília, à Belém du Pará (littoral nord) et l'ouverture de la route Transamazonienne, d'est en ouest, et encouragé, pour les plus

finauds, par une politique d'incitations fiscales attirant une nuée de spéculateurs. Instruits dans une religion aux riches références bibliques, les paysans pèlerins entreprennent cet exode en fidélité aux conseils du bon *Padre Cícero* : celui-ci n'avait-il pas encouragé ses dévots à partir à la recherche de la « *Bandeira Verde* » (« le royaume vert ») tout là-bas, au-delà du fleuve Araguaia, un fleuve si grand et mystérieux que sa traversée valait bien celle de la Mer Rouge.

Dans cette région alors peuplée par quelques communautés d'indiens et comptant une poignée de bourgades en marge des fleuves Tocantins et Araguaia, ils trouvent une terre où s'établir et reproduire leur traditionnel système de subsistance, fondé sur la défriche et le brûlis, une agriculture semi-itinérante, soucieuse de laisser à la forêt et à la terre le temps de se refaire. Ils sont « *posseiros* » : ils *possèdent* la terre dont ils vivent, mais n'en ont aucun titre formel, sinon celui que la Constitution brésilienne leur reconnaît après un an de pacifique occupation, sous l'antique figure de l'*usucapio*. Vers ce *no man's land* en réalité habité, le gouvernement militaire d'alors entend drainer les populations misérables, en surnombre dans le Nordeste, en même temps qu'il en offre les terres à vil prix aux investisseurs nationaux et étrangers.

Face aux usurpateurs de terres, la communauté s'éveille aux moyens de faire valoir ses droits sans baisser la tête.

Bordé à l'ouest par le fleuve Araguaia, voici l'État du Tocantins, où je vis depuis sa constitution, voici 22 ans. Il a été créé sur mesure pour donner libre cours aux appétits des oligarchies qui dominent ce territoire grand comme la moitié de la France. Et voici la commune de Campos-Lindos, où vivent en régime d'occupation tranquille plusieurs centaines de familles de *posseiros*, venues en leur temps de l'État voisin (Maranhão). La vie rurale est scandée par les deux grandes saisons qui font alterner le très sec et le très humide ; au début des pluies, on plante entre les souches, parmi les clairières fraîchement ouvertes, dans un sol périodiquement enrichi des matières organiques libérées par la cendre des brûlis, au milieu d'une végétation de dense savane, aux riches espèces natives. Chasse, élevage et cueillette complètent l'alimentation. Quelques excédents sont commercialisés au bourg : farine, riz, poulets, œufs. Jours saints et fêtes patronales agrémentent une vie communautaire ponctuée de célébrations

simples, chaque famille accueillant à tour de rôle celles du voisinage, en hommage au *Divino Espírito Santo*, à *São João* ou à *Nossa Senhora*. Le prêtre est ici une espèce rare. On a de longue date appris à se débrouiller sans lui mais, quand il apparaît, la fête en est rehaussée : mariages et baptêmes en souffrance sont promptement célébrés.

L'histoire de Sadi

Nous sommes chez Sadi, 27 ans, marié et père depuis peu. Sa bisaïeule est une indienne, de l'ethnie Kraô. Il me conte comment, avec ses parents, *posseiros* dans la *Serra do Centro*, il a grandi dans une communauté en rapide mutation. Il se souvient des passages du père Brian, missionnaire irlandais, et, avec lui, des célébrations de la parole de Dieu où, entre Exode, prophètes et Nouveau Testament, une ligne continue s'établissait jusqu'à la réalité actuelle de la communauté : communauté de destin, lue et célébrée dans la foi, éprouvée et épurée dans l'affrontement aux défis qui commencèrent alors à menacer jusqu'à la survie du groupe : cupidité des grands fermiers du sud attirés par le veau d'or de la culture du soja ; pressions du gouvernement pour implanter à tout prix, au nom du *Progrès*, un projet concocté avec la Banque Mondiale ; usurpation des terres traditionnelles ; expulsion des paysans sans titres de propriété ; coupe rase de la savane et omniprésence des produits toxiques épandus par avion, empoisonnant sources et rivières ; surexploitation des ex-paysans convertis en journaliers agricoles, avec çà et là des pratiques typiques de l'esclavage moderne. Face aux usurpateurs de terres (*grileiros*), patiemment, entre réunions à la lanterne, assemblées, cours de formation et célébrations, la communauté s'éveille à la connaissance de ses droits et aux moyens de les faire valoir sans baisser la tête.

Sadi se félicite aujourd'hui d'avoir, quatre années durant, à raison d'un mois chaque année avec 40 autres jeunes de son diocèse (de Miracema), accepté de participer à l'école de formation de missionnaires laïques. La méthode signée Joseph Comblin faisait qu'on « mariait » constamment la vie des communautés, la problématique sociale et politique, l'histoire de l'Église, l'étude biblique, la théologie de la libération.

C'est là qu'il a entendu parler pour la première fois du Mouvement des travailleurs Sans Terre, constitué au début des années 80, dans le sud du Brésil, par de jeunes paysans confrontés à l'impossibilité de reproduire leur existence autrement qu'en émigrant à nouveau, eux qui étaient descendants d'immigrants européens venus à peine un siècle plus tôt. Jusqu'au jour où ils décidèrent d'occuper les fazendas sous-exploitées et d'en revendiquer l'expropriation sur la base du précepte constitutionnel qui destine à la réforme agraire toute terre où la « fonction sociale de la propriété » n'est pas respectée. Un précepte devenu lettre-morte aussitôt qu'inscrit dans le Statut de la Terre promulgué par les militaires (1964) puis repris dans la « Constitution citoyenne » de 1988, au moment où le pays recouvrait la démocratie.

L'apocalypse d'une réforme agraire sans contrôle des élites agraires avait fourni l'un des principaux motifs au *Golpe* militaire : il s'agissait de « prévenir un raz-de-marée communiste » dont le fantôme planait depuis que des Ligues Agraires et autre organisations paysannes avaient relevé la tête ici ou là. Principalement dans le Nordeste, marqué dès le début de la colonisation portugaise par une exceptionnelle concentration foncière (inhérente au système, en vigueur jusqu'en 1828, de concession des terres par la Couronne : « *sesmarias* » et « capitaineries héréditaires ») aussi bien que par l'essor d'une économie esclavagiste de grandes plantations tournées vers le marché européen et intégrées au florissant commerce triangulaire.

Le Mouvement des Sans-Terre va devenir en quelques années l'un des plus grands mouvements populaires contemporains.

Les objectifs du Mouvement des Sans-Terre

Né dans les eaux de la Commission Pastorale de la Terre, elle-même créée en 1975, le Mouvement des Sans-Terre allait s'étendre à l'ensemble du territoire en quelques années, devenant ce que certains considèrent comme l'un des plus grands mouvements populaires contemporains. Non pas parce qu'il aurait réussi à imposer une réforme agraire d'envergure : tout au plus a-t-il contribué à réduire l'intensification de la concentration de la terre au cours des dernières décennies et permis l'approfondissement du débat éthique et politique sur le projet de société qu'implique l'exigence de réforme agraire.

De 1992 à 2003, la superficie exploitée en régime d'agriculture familiale a progressé de 37 millions d'hectares grâce à l'expropriation de 25 millions d'hectares pour la réforme agraire : 2 millions d'hectares, en moyenne annuelle. Dans le même temps l'agriculture de type capitaliste a conquis 52 millions d'hectares². De 1985 à 2006, 825 000 familles ont été destinataires de redistribution de terres. Environ 5 % de la force de travail agricole a reçu ainsi quelque bénéfice de la réforme agraire, laquelle a redistribué 11,6 % du total des terres cultivables du Brésil. Des 7 611 « *assentamentos* » créés dans le cadre de la réforme agraire entre 1979 et 2006 (y installant 879 000 familles), un quart (134 000 familles) est lié à l'action du Mouvement des Sans Terre ; il y a donc bien d'autres mouvements de « paysans sans-terre ». On estime à au moins 3 millions le nombre de familles sans-terre et à 22 000 celui des grands propriétaires.

2. Cf. Bernardo Mançano Fernandes, in *Combater a Desigualdade social – O MST e a reforma agrária no Brasil*, org. : Miguel Carter, 2009.

Par sa capacité de mobilisation et d'intervention multiforme (occupation de fermes, campements au bord des routes ou près des fazendas revendiquées, réalisation de grandes marches, création de coopératives), sa solide discipline, la rigoureuse formation de ses militants et la foi quasi mystique qui les rassemble³, le Mouvement des Sans Terre a contribué, entre 1985 et 2006, à faire que le gouvernement brésilien distribue près de 70 millions d'hectares : l'équivalent d'une fois la Suisse et de trois fois le Portugal. Un résultat obtenu non sans tragédies : au cours des dix dernières années, la Commission Pastorale de la Terre a enregistré une moyenne annuelle de mille conflits pour la terre, impliquant chaque année, en moyenne, 600 000 personnes. Depuis 1985, 1 580 paysans ont été assassinés, dont 377 au cours des 10 dernières années. Le massacre par la police de l'État du Pará de 19 travailleurs sans-terre, sur la route d'Eldorado dos Carajás, le 17 avril 1996, reste présent dans nos mémoires.

3. *Terra para quem nela trabalha - Terra não se ganha, terra se conquista - Ocupar, resistir e produzir - Reforma agrária, uma luta de todos - Por um Brasil sem latifúndio*, tels sont quelques-uns des mots d'ordre du MST.

Sadi a ainsi appris la différence entre « être sujet » et « vivre soumis », et mûri son option pour la terre et pour la résistance, au nom de l'amour pour cette terre, au nom de cette foi éprouvée. Certes l'évêque, soumis aux pressions d'un clergé soucieux de ne perdre ni statut ni revenus, n'a pas confié à ces jeunes les responsabilités pastorales un temps entrevues, mais qu'importe : une église engoncée dans la passivité ou le rite ou la célébration, bavarde de ses propres charismes, ne l'intéresse pas. Pour résumer ce qui lui importe, il parle de « *dignité* ». S'il

s'indigne, c'est pour pouvoir continuer à se regarder en face. Question de dignité, quand tant de gens se taisent pour quelques lentilles. L'évêque Pedro Casaldaliga, le père Josimo Tavares⁴, et *Padre* Brian lui inspirent une grande admiration. Ce sont des gens qui ne s'accrochent pas.

Quand il a perçu l'étendue du désastre programmé par les planteurs de soja, Sadi n'a pas hésité. Avec son épouse, Raimunda, il s'est alors joint à la trentaine de familles décidées à occuper une terre publique, aux portes du village, la *fazenda* Suçarana. Police, pressions de politiciens locaux, détention provisoire, procès, menaces d'un pseudo-propiétaire, tentatives de corruption, rien n'y fit. Soutenus par le syndicat, Sadi et dix autres familles ont réussi à résister jusqu'à ce jour, soumis à toutes sortes d'intimidation pour abandonner la partie.

Résister. Que peut bien faire un groupe de paysans désarmés, vivant à l'*antique*, n'ayant pour lui que ses bras, son cœur et sa tête, face à une troupe de *farmers*, leur cohorte de tracteurs, d'avions épandeurs maniant sans précaution désherbants et pesticides, leurs ouvriers surexploités, au service des intérêts supérieurs de la nation aujourd'hui condensés dans la sacro-sainte balance commerciale, dont la viande bovine, le soja et l'éthanol sont devenus l'atout-maître ?

Défendre la terre contre l'usurpation est un premier pas, essentiel. Les *posseiros* de la Serra do Centro, parents de Sadi et communautés voisines, y ont appliqué leur séculaire entêtement, jusqu'à faire céder – en partie – le Gouvernement de l'Etat, qui a bien dû, après 5 ans de conflit, reconnaître leur droit sur une part des terres et accorder le titre qui le confirme, tandis que les planteurs de soja, beaucoup d'entre eux affidés politiques du Gouverneur, gagnaient comme prix de leur fidélité, une généreuse parcelle de terre prête à l'usage.

Délimiter son territoire, c'est ce que les occupants de la Suçarana, eux aussi, ont su imposer, résistant héroïquement aux offres appétissantes - quoique dérisoires - faites par le pseudo-propiétaire pour « indemniser » l'abandon de leur parcelle. N'obtenant rien par l'argent, vint alors la force brutale : trois semaines de *bulldozer* réduisirent à un pitoyable désert les *jo-lies-plaines* (« *campos lindos* ») que des générations de paysans

4. En 1986, à l'âge emblématique de 33 ans, le père Josimo Tavares fut assassiné sur ordre de *fazendeiros*. Noir et solidaire des plus pauvres, il était coordinateur de la CPT et curé de paroisse dans la région du Bico do Papagaio. Dom Pedro Casaldaliga, « enfant terrible » de l'épiscopat brésilien, est évêque émérite de la Prélatrice de São Félix do Araguaia, MT.

s'étaient appliquées à défendre, préserver, valoriser. La *fazenda* fut aussitôt largement ensemencée. Îlot de résistance au milieu de cet océan de soja, comment ces quelques familles allaient-elles alors survivre ?

Au-delà de la résistance à l'adversaire, il fallait aussi consolider un projet, renverser le jeu et durer. Sur sa vieille moto, par monts et par vaux, des mois durant, Sadi est allé discuter avec chaque communauté. Avec le renfort d'un agronome, lui et moi sommes allés animer sur place plusieurs rencontres pour proposer qu'ensemble, paysannes et paysans, on se dise ce qu'on faisait, pourquoi on le faisait, ce qui marchait, ce qui ne marchait pas, ce qu'on rêvait, ce qu'on craignait, ce qu'on voulait pour les enfants, pour la terre, pour l'avenir de la commune et de la région. Les uns croyaient dur comme fer qu'il fallait faire « comme les grands qui réussissent » : passer le *bulldozer* puis le tracteur et semer le soja ou le fourrage. Oui, mais après ? D'autres – femmes en tête – firent valoir la fantastique richesse enfouie au cœur du *cerrado* (savane) : une variété d'arbres et de plantes, un écosystème qui contient en soi-même le secret et l'énergie de sa constante reproduction, sans apport artificiel.

Adapter la nature à nos exigences ou adapter nos manières à celles de la nature ?

Adapter la nature à nos exigences ou adapter nos manières à celles de la nature et tirer profit de cette synthèse, sans faire de la terre une *marchandise*, elle qui est avant tout ce don mystérieux qui était là avant nous et après nous continuera, ce territoire où se joue notre histoire et où fleurit notre culture. Un chemin peu à peu s'ouvrait. Sur la base du diagnostic initial réalisé par les paysans eux-mêmes, les ingrédients étaient prêts pour formuler *leur projet*. Un projet de développement durable : entre un profit immédiat avec contrepartie d'endettement et de destruction de l'environnement, et une proposition d'utilisation rationnelle du *cerrado*, la différence est abyssale. Et comme l'avenir, ce sont les enfants qui le feront, quoi de plus indiqué qu'une école (type Maison Familiale Rurale) où la passion transmise pourra s'adosser à des connaissances théoriques et pratiques, élaborées et partagées en mode d'alternance, valorisant le vécu paysan et assumant les défis actuels, sans abandon d'identité.

S'engager pour le droit de tous à une vie digne, telle fut la réaction immédiate des paysans de Campos-Lindos quand leur syndicat eut à héberger une demi-douzaine d'ouvriers agricoles qui, n'en pouvant plus d'être traités « pire que des bêtes », s'étaient enfuis de la *fazenda* Sainte Catherine, une plantation de soja acquise par un fermier du sud du Brésil, par ailleurs ancien ministre de l'Agriculture. Le syndicat mit aussitôt en branle le système d'alerte enseigné par la CPT. Trois semaines plus tard débarqua une équipe d'Inspection au grand complet : inspecteurs du travail, policiers fédéraux en armes et procureur, à bord d'imposants 4X4. Scandale : l'opération coup-de-poing permit la libération de 28 « esclaves », selon la qualification officiellement utilisée, le paiement de leurs arriérés de salaire et leur retour au lieu de leur embauche frauduleuse. David avait eu raison de Goliath.

Un Dieu qui libère...

« Ouvre l'œil pour ne pas devenir un esclave ! » Tel était le message transmis par la CPT au cours de la rencontre tenue dans l'église locale. J'avais coordonné la réunion au nom de notre Campagne contre le travail esclave. Oui : après 358 ans d'existence légale et seulement 123 ans d'abolition, l'esclavage perdure au Brésil. Les historiens informent que, après s'être assuré de fermer le libre accès aux immenses terres de ce pays, l'« élite » brésilienne pouvait sans danger libérer ses esclaves : la loi d'Abolition (1888) succéda presque logiquement à la loi de la Terre (1850). C'est ainsi que le Brésil est resté jusqu'à ce jour le *latifundium* qu'on connaît⁵, et qu'aux maîtres du *latifundium* le pouvoir n'a plus jamais échappé. Puisque la terre est au pouvoir, la propriété est un absolu. Esclavage, concentration de la terre et monopole de la propriété ont de fait partie liée. Au service d'un modèle d'exploitation prédateur, fondé sur la monoculture d'exportation, aujourd'hui rebaptisé *agribusiness*.

Plus de 40 000 ouvriers agricoles ont été retirés de situations d'esclavage par les groupes spéciaux d'inspection en place depuis 1995. On ne les a pas libérés pour des questions de détail : ils étaient soumis à des conditions de travail, d'hébergement, d'alimentation, peu différentes de celles consenties au bétail auquel leur travail, en général, se destinait. La CPT accueille

5. 7,4% des propriétés ont plus de 200 hectares et occupent 71,6% de la superficie cultivable. L'indice Gini de la concentration foncière au Brésil l'un des plus élevés au monde ; il évolue fort lentement : 0,826 en 1992 ; 0,816 en 2003. Cf. Eduardo P. GIRARDI, in *Atlas da questão agrária brasileira*, 2008.

tous les jours de ces ouvriers agricoles qui ont fui « la grande humiliation » et viennent implorer qu'on prenne leur déclaration et libère leurs collègues restés sur place.

Libérer un esclave ne résout rien si on ne touche pas au système de l'esclavage.

Les caractéristiques du travail esclave moderne ne doivent rien au hasard : elles obéissent à un modèle récurrent, au point qu'on peut parler d'un *système* d'esclavage moderne. D'un côté, une population vulnérable, sans accès à l'éducation, à la terre, à quelque opportunité d'emploi. Sur son chemin, divers intermédiaires agissant pour le compte de l'utilisateur final : les recruteurs connus sous le nom de *gatos*, les transporteurs clandestins, les hôteliers véreux aux pensions minables, tous acteurs d'une illusion vendue à crédit en forme de promesse mirobolante, et artisans d'une dette dont le paiement sera exigé du travailleur à l'autre bout de la chaîne, là-bas dans la forêt ou sur les plantations.

Mais libérer un esclave – action bien sûr indispensable – ne résout rien si on ne touche pas au *système* de l'esclavage. La permanence de cette traite moderne repose sur trois piliers : la misère de millions de brésiliens, produit de siècles d'*apartheid* et de concentration ; l'esprit de profit sans borne d'opportunistes sans scrupule ; l'impunité verrouillée par ceux qui en tirent profit. La répétition du cycle est assurée par la reproduction de la misère, de l'exclusion (de la terre, de l'éducation, de la santé, de l'emploi), par l'empire du profit, moteur essentiel de l'*agri-business*, et par la complicité des autorités pour maintenir les coupables loin de tout tracas.

Il est vrai que beaucoup d'entre eux sont du même monde. Symbole : voici bientôt 10 ans que le lobby *ruraliste* empêche l'approbation par les députés d'une proposition d'amendement constitutionnel qui détermine la confiscation de toute propriété où aurait été pratiqué l'esclavage. Identifiée essentiellement comme propriété privée, vécue comme code social distinctif et exploitée comme base d'enrichissement sans limite, la terre est fondement de tout pouvoir. Elle doit donc échapper à tout questionnement : la propriété prime sur la dignité, la liberté et le droit à la vie.

A la Commission Pastorale de la Terre, c'est notre travail d'incommoder : jeter à la face de la société, nationale et internationale, et des pouvoirs publics, la terrible question, déjà ancienne : « ¿Estos, no son hombres ? »⁶. Nous déclinons la question sur tous les tons, pour tous publics et en tous lieux, nous amenons des preuves, élaborons des données et croisons des statistiques, fourbissons arguments et démentis, publions dénonciations et requêtes, divulguons articles et reportages, et portons plainte jusque dans les cours internationales. Comme nous croyons d'abord en la force des pauvres – à preuve l'expérience de Campos-Lindos – nous multiplions en direction de nombreux groupes « vulnérables » les activités d'éveil, sensibilisation, formation, incitant à la vigilance, l'organisation, la résistance et la construction d'alternatives.

Comme nous voulons incommoder ceux qui s'accrochent, nous multiplions aussi les débats et controverses, séminaires et audiences de dénonciation, parmi les « décideurs » ou les faiseurs d'opinion : juges, avocats, promoteurs, policiers, journalistes, agents de pastorale, professeurs. En échange, nous n'échappons pas aux persécutions, dénigrement, calomnies, ni même aux menaces. Ne professons-nous pas un Dieu qui s'est donné à connaître justement en libérant des esclaves ? Le Dieu de la libération qui est avant tout le Dieu de la compassion. « J'ai entendu les clameurs de mon peuple, et je suis descendu », dit Yahvé. Aujourd'hui comme hier.

Le travail esclave est comme l'envers maudit de la concentration des terres et du modèle de développement que celle-ci configure et impose. Éradiquer le travail esclave et, indissociablement, faire advenir une véritable réforme agraire, espace propice à l'affirmation d'un autre modèle de développement qui respecte les personnes, la terre, la vie, tel est notre modeste projet ! Toutes les ressources dont l'expérience (en particulier dominicaine) nous a gâtés ne seront pas de trop : vie simple au milieu du peuple, écoute, compassion, étude au-delà de ce qui se donne à voir, dénonciation, annonce d'un autre monde possible, parole qui alimente l'espérance et se nourrit de l'évangile incarné dans l'ici et l'aujourd'hui, contemplation et célébration des merveilles que Dieu suscite en tout temps.

6. « Ne sont-ce pas des hommes ? », exclamation de fr. Antônio de Montesinos, op. au cours du sermon prononcé durant l'Avent de l'an 1511 sur l'île de La Española, vitupérant les *hacien­deros* responsables de la mise en esclavage des indiens.

Éradiquer le travail esclave et faire advenir une véritable réforme agraire, tel est notre modeste projet.

7. Manifestation religieuse traditionnelle, la *Romaria* est une manière de pèlerinage ('vers Rome'), en fidélité à une figure marquante de l'histoire des communautés. La *Romaria da Terra Padre Josimo* réunit chaque année des centaines de pèlerins qui ont à cœur d'affirmer ainsi l'actualité prophétique du martyr Josimo, toujours vivant dans les luttes et engagements d'aujourd'hui.

8. La Via Campesina, littéralement *Le Chemin Paysan*, est le nom (en espagnol) d'une coordination internationale d'organisations paysannes « alternatives ».

9. Cf. *Igreja e problemas de terra*, CNBB, 1980.

10. Sous le titre *Os pobres possuirão a terra, pronunciamento de bispos e pastores sinodais sobre a terra*, 2006.

11. Cf. Mt 25, 31-46

Devant le Congrès national de la CPT, Sadi a pu présenter l'expérience des femmes et des hommes de Campos-Lindos : derrière le jargon (sécurité alimentaire ; gestion de l'écosystème ; système agro-forestier), il a expliqué comment, chaque famille se faisant propagatrice de la *bonne nouvelle*, le projet essaimait de communauté en communauté ; il a montré les photos de l'école, des ruches, des pépinières communautaires, de la « maison des fruits » (où seront traités les fruits natifs du terroir), et celles de la *Romaria*⁷ où toutes ces victoires sont célébrées, dans la mémoire des martyrs qui nous précèdent. Manière d'affirmer la *via campesina*⁸ vers une terre où, comme il aime à dire, l'agro ne se réduirait pas au pur négoce.

Dès les années 1980, c'était l'appel de la Conférence épiscopale de l'Église catholique brésilienne de distinguer terre de travail et terre de négoce, questionnant ainsi le principe même de la propriété, sa destination, ses limites⁹. « La terre est à moi, dit le Seigneur, et vous êtes comme des migrants et des hôtes » (Lv, 25,23). Pour les 25 ans de cet appel, 113 évêques et pasteurs brésiliens ont déclaré que « Le droit des personnes à une vie digne, surtout les plus pauvres, est le véritable bien suprême vers lequel doivent s'orienter et se soumettre tous les autres droits, y compris le droit de propriété privée de la terre qui « ne constitue pour personne un droit inconditionnel » (*Populorum Progressio*, 23). Celui-ci sera toujours un droit relatif au bien supérieur et commun qu'est la vie. Rappelons-nous les paroles prophétiques de Paul VI. En conséquence sont moralement inacceptables la concentration de la propriété de la terre et le contrôle exclusif de l'accès aux aliments par le marché capitaliste »¹⁰.

Sur le terrain, propriétaires et familles sans-terre de ce pays continental éprouvent chaque jour l'actualité de cette incisive question. Sadi et ses compagnons ne connaissent ni Paulo Freire ni Joseph Lebet, mais ils en vivent l'esprit, au quotidien : libération des sujets, respect des savoirs et des désirs, accueil de la différence et du rêve, indignation toujours en éveil, culture de libération, espérance qui bouge les montagnes. Et un rêve : « tous les droits, pour tous les hommes », y compris et à commencer par les plus pauvres, comme pour dire, avec Bartholomé de Las Casas, la profusion de la promesse évangélique d'une vie en abondance et tracer l'itinéraire de vigilance, de dénonciation et d'annonce, proposé aux disciples.